

## **Webinaire conjoint du GTDFI et du CDE sur la recherche et les enquêtes relatives aux disparitions forcées ou involontaires**

*Commémorer les 40 ans du GTDFI et les 10 ans de la Convention internationale des Nations unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*

### **Note Conceptuelle**

Le Groupe de Travail sur les Disparitions Forcées et Involontaires (GTDFI) et le Comité des Disparitions Forcées des Nations unies (CDF) sont les deux organes des Nations unies mandatés de traiter la question des disparitions forcées. Par leur travail quotidien, ils unissent leurs forces pour plaider en faveur de l'accès à la vérité, à la réparation et à la justice pour les nombreuses victimes de disparition forcée ou involontaire à travers le monde.

Le GTDFI célèbre son 40e anniversaire en 2020, ce qui en fait le plus ancien mécanisme mandaté par le Conseil des droits de l'homme pour traiter de la question des disparitions forcées à l'échelle mondiale. Dans son rapport annuel de 2020, le Groupe de travail indique que depuis 1980, un total de 58 606 cas ont été transmis à 109 États. Dont 46 271 demeurent en suspens dans 92 pays.

Le GTDFI a été créé en 1980<sup>1</sup> par la Commission des droits de l'homme pour examiner les questions relatives aux disparitions forcées ou involontaires. La dernière résolution (36/6) renouvelant le mandat du GTDFI a été adoptée en septembre 2017 par le Conseil des droits de l'homme. La résolution souligne que le cadre juridique international sur les disparitions forcées établit le droit des victimes à connaître la vérité sur les circonstances de la disparition forcée, le déroulement et le résultat de l'enquête et le sort de la personne disparue ; prévoit la garantie de l'accès aux informations concernant le lieu où se trouve toute personne privée de liberté à toute personne ayant un intérêt légitime à obtenir ces informations, et énonce l'obligation pour les États de prendre les mesures appropriées à cet égard.

Le mandat principal du GTDFI est d'aider les familles à déterminer le sort de leur proche victime de disparition forcée ou le lieu où il/elle se trouve. Dans le cadre de ce mandat humanitaire, le Groupe de travail sert de canal de communication entre les familles des victimes et les organisations qui les soutiennent, et les gouvernements concernés. Suite à l'adoption de la Déclaration de 1992 sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Groupe de travail a également été chargé de suivre les progrès des États dans l'accomplissement de leurs obligations découlant de la Déclaration et de fournir une assistance aux gouvernements dans la mise en œuvre de ses dispositions. À ce titre, le Groupe de travail a attiré l'attention des gouvernements et des organisations non gouvernementales sur différents aspects de la Déclaration et a recommandé des moyens de surmonter les obstacles à la réalisation de ses dispositions.

L'année 2020 marque également le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur, le 23 décembre 2010, de la Convention internationale des Nations unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées (la Convention). En conséquence, le Comité des Disparitions Forcées a été créé pour surveiller la mise en œuvre de la Convention par les États

---

<sup>1</sup> [Résolution 20 \(XXXVI\)](#)

parties. À cet égard, le Comité examine les rapports des États parties et adresse ses préoccupations et recommandations aux dits-États sous la forme d'"observations finales". Conformément à l'article 31, un État partie peut, au moment de la ratification de la Convention ou à tout moment ultérieur, déclarer qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner les communications de particuliers qui font état d'une violation des dispositions de la Convention dont ils ont été victimes de la part d'un État partie. Le Comité a également compétence pour agir par le biais de sa procédure d'action urgente, en demandant à l'État partie concerné de prendre des mesures immédiates pour rechercher une personne disparue et enquêter sur sa disparition. À la date de la présente note, le Comité avait enregistré un total de 923 actions urgentes, dont 76 ont été closes ou interrompues suite à la localisation de la personne disparue. Il y a actuellement [63 États parties](#) à la Convention.

Le phénomène des disparitions forcées ou involontaires qui persiste de nos jours, est une violation grave des droits de l'homme qui se produit dans de nombreuses régions du monde. Il y'a également de nouvelles manifestations de ce phénomène qui semble être en augmentation, notamment dans le cadre des politiques généralisées de lutte contre le terrorisme. Les mécanismes des droits de l'homme des Nations unies ont constaté que trop souvent, les États n'ont pas déployé suffisamment d'efforts pour mener des recherches et des enquêtes efficaces afin de faire la lumière sur les cas de disparitions forcées ou involontaires et pour offrir aux victimes des recours et des réparations adéquates.

Le GTDFI et le CDF souhaitent saisir l'occasion de marquer 40 ans d'action des organes des droits de l'homme des Nations unies dans la lutte contre la pratique des disparitions forcées ou involontaires et pour renforcer le plaidoyer en faveur de tous ceux qui cherchent la vérité sur le sort d'une personne disparue et sur le lieu où elle se trouve : les membres de la famille, les proches, les organisations de la société civile, les institutions étatiques et autres parties prenantes qui les soutiennent. Au cours des deux dernières années, les mécanismes des droits de l'homme des Nations unies ont déployé des efforts considérables pour élaborer des lignes directrices et des recommandations adressées aux États en vue de promouvoir la recherche et les enquêtes efficaces sur les cas de disparition forcée ou involontaire au niveau national ainsi que par le biais de la coopération internationale. Le 8 mai 2019, le CDF a publié les [Principes Directeurs pour la Recherche des Personnes Disparues](#), tandis qu'en septembre 2020, le Groupe de Travail présente son étude thématique sur les normes et les politiques publiques pour une enquête efficace sur les disparitions forcées. L'engagement des États à protéger contre la pratique des disparitions forcées ou involontaires doit également se traduire par un taux de ratification accéléré de la Convention par tous les États membres des Nations unies.

C'est dans ce contexte que le GTDFI et la CDF organisent conjointement un séminaire virtuel en vue de remobiliser les États pour qu'ils remplissent leurs obligations de mener des enquêtes efficaces sur les cas de disparition forcée ou involontaire et d'entreprendre des recherches ininterrompues des victimes.

## **Webinaire du GTDFI-CDE sur la recherche et les enquêtes relatives aux disparitions forcées ou involontaires**

### Objectifs

Les objectifs de l'atelier conjoint seraient les suivant :

- 1) Rappeler les obligations des États à mener des recherches et des enquêtes efficaces dans les cas de disparitions forcées ;
- 2) Promouvoir l'adoption, au niveau national, de cadres juridiques complets et de politiques publiques efficaces pour des recherches et des enquêtes efficaces. À cet égard, promouvoir la ratification universelle de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;
- 3) Souligner l'importance centrale de la complémentarité de l'enquête et de la recherche des victimes de disparitions forcées ;
- 4) Identifier les obstacles récurrents dans la législation, les politiques publiques et les pratiques en matière de recherche et d'enquête ;
- 5) Promouvoir et illustrer le rôle central de la participation effective des familles et des organisations de la société civile dans les processus de recherche et d'enquête ;
- 6) Promouvoir la mise en œuvre des Principes directeurs pour la recherche des personnes disparues de la CED et des recommandations du GTDFI sur les enquêtes efficaces ;
- 7) Renforcer l'engagement et la mobilisation des parties prenantes pour lutter contre l'impunité dans les cas de disparitions forcées ou involontaires.

### Modalité

L'événement proposé aura lieu en marge de la 122e session du groupe de travail sur les disparitions forcées et involontaires et de la 19e session du comité sur les disparitions forcées.

Une série de deux webinaires sera organisée le 23 septembre (14h00 à 16h00) et le 25 septembre (12h00 à 14h00) afin de pallier la suspension des réunions physiques liées à la pandémie de COVID-19. Les deux webinaires seront organisés conjointement par le GTDFI et le CDF en partenariat avec les États membres et la société civile, ainsi que les victimes, les familles et les organisations qui les soutiennent.

Les webinaires seront organisés sous forme de discussions interactives comme suit :

	Sujets	Orateurs / Temps de parole	Objectifs
Webinaire I : 1h30	<p>1) Obligations légales de mener des recherches et des enquêtes. Ratification de la CED.</p> <p>❖ <a href="#">Principes directeurs pour la recherche des personnes disparues.</a></p> <p>❖ <a href="#">Rapport thématique du GTDFI sur les normes et</a></p>	<ul style="list-style-type: none"><li>➤ Experts de l'ONU</li><li>➤ Représentants des États</li><li>➤ Victimes, parents et parties prenantes qui les soutiennent</li><li>➤ Mécanismes spécialisés dans les recherches et/ou les enquêtes</li></ul>	<p>1) Rappeler les obligations des États à mener des recherches et des enquêtes efficaces dans les cas de disparitions forcées ;</p> <p>2) Promouvoir l'adoption au niveau national, de cadres juridiques complets et de politiques publiques efficaces pour des</p>

	<p><a href="#"><u>les politiques publiques pour une enquête efficace sur les disparitions forcées.</u></a></p> <p>2) Inventaire des progrès réalisés dans la lutte contre les disparitions forcées ou involontaires au niveau mondial et des obstacles récurrents rencontrés par les parties prenantes dans la conduite des recherches et des enquêtes.</p> <p>.</p>		<p>recherches et des enquêtes efficaces. À cet égard, promouvoir la ratification universelle de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées ;</p> <p>3) Souligner l'importance centrale de la complémentarité de l'enquête et de la recherche des victimes de disparitions forcées ;</p> <p>4) identifier les obstacles récurrents dans la législation, les politiques publiques et les pratiques en matière de recherche et d'enquête</p> <p>5) Promouvoir et illustrer l'importance de permettre la participation effective des proches et des organisations de la société civile aux processus de recherche et d'enquête ;</p>
Webinaire II : 1h30	<p>Les voies à suivre dans le contexte mondial actuel : Comment lutter contre l'impunité dans les cas de disparition forcée ou involontaires ? Promouvoir des approches centrées sur les victimes</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Experts de l'ONU</li> <li>➤ Organisations de la société civile</li> <li>➤ Familles des victimes</li> <li>➤ Représentants des organismes gouvernementaux concernés</li> </ul>	<p>6) Promouvoir la mise en œuvre des Principes directeurs pour la recherche des personnes disparues de la CDF et des recommandations du GTDFI sur les enquêtes efficaces ;</p> <p>7) Renforcer l'engagement et la mobilisation des parties prenantes pour lutter contre l'impunité dans les cas de disparitions forcées ou involontaires.</p>

Des services de conférence et de traduction simultanée en ligne seront fournis pour permettre un dialogue inclusif et des interactions efficaces.